

## GRAVELINES

Fermer des réacteurs à la centrale, utopie ou nécessité?

Le 10 juillet, le ministre de la Transition écologique, Nicolas Hulot, a annoncé son intention de fermer certains des 58 réacteurs nucléaires du parc français d'ici 2025. Une « utopie », comme l'estime le maire de Gravelines ? Ou une « nécessité », comme l'assurent les militants anti-nucléaire ?

*Par Olivier Dufourg | Publié le 22/07/2017*



La fermeture de réacteurs à Gravelines est-elle envisageable, ou même souhaitable? Les acteurs locaux divergent.

### 1- Bertrand Ringot, maire de Gravelines



Bertrand Ringot, maire de Gravelines.

S'il est une personnalité qui défend avec acharnement la centrale de Gravelines, c'est bien Bertrand Ringot, le maire socialiste de la ville. À tel point, d'ailleurs, que l'élu nous avait expliqué au printemps ne pas avoir donné son parrainage au

candidat Benoît Hamon au prétexte qu'il avait lui aussi annoncé son intention de fermer des réacteurs.

« Mesures post-Fukushima, Grand Carénage : tout cela est engagé, nous sommes dans une situation d'irréversibilité. »

« *En plus des retombées pour notre ville et des nombreux foyers qui vivent grâce à la centrale, il y a les mesures post-Fukushima (construction de six diesels ultimes de secours, création d'une force d'action rapide d'intervention, etc.), ainsi que le Grand Carénage, qui vont générer des retombées énormes pour l'économie locale. Aujourd'hui, tout cela est engagé et nous sommes dans une situation d'irréversibilité. Revenir en arrière serait d'autant plus utopique que la centrale de Gravelines suffit tout juste à assurer la consommation d'électricité de la totalité de la région Hauts de France. »*

## 2- Paulo-Serge Lopes, président de Virage Énergie



Ex-conseiller régional EELV, Paulo-Serge Lopes préside Virage Energie.

Virage Énergie est une association citoyenne dévolue à la prospective énergétique et sociale. Les annonces de Nicolas Hulot ? Insuffisantes, selon Paulo-Serge Lopes, son président. « *Nous avons à l'esprit la stratégie délétère du précédent gouvernement qui, d'effets d'annonces en retards injustifiés, a reporté la réalisation d'objectifs sur lesquels il s'était engagé. Nous ne voulons pas attendre la nouvelle programmation pluriannuelle de l'énergie, qui doit être arrêtée fin 2018 pour la période 2019-2023, pour en connaître le cap et les modalités précises d'exécution. »*

« Les déclarations d'intention ne suffisent pas, il est urgent d'agir »

Estimant qu'il est temps de passer des intentions aux actes, Paulo-Serge Lopes ajoute : « *Pour relever les défis énergétiques, les déclarations d'intention ne suffisent pas, il est urgent d'agir. Ainsi, demeurent non précisés les critères de choix des réacteurs à fermer, le budget nécessaire à leur démantèlement, l'accompagnement de la transition des territoires concernés, le calendrier général de mise en œuvre (...). L'échelon local (réseaux citoyens et associatifs, collectivités) doit être partie prenante car il dispose d'atouts pour réussir une transition énergétique ambitieuse, réaliste et désirable. »*

## **Le chiffre : 1**

En milliard d'euros, le montant du démantèlement de Superphénix, l'ancien réacteur de la centrale de Creys-Malville (Isère).

C'est aussi le montant des [retombées attendues par les entreprises locales](#) pour le Grand Carénage à la centrale de Gravelines.

Démantèlement: combien ça coûte?

Démanteler un « simple » réacteur donnerait déjà quelques années de travail, et encore plus s'il fallait carrément démanteler un site nucléaire. En 2006, le gouvernement britannique avait chiffré à 103 milliards d'euros le coût du démantèlement de son parc nucléaire, composé de 35 réacteurs. Et en Allemagne, le démantèlement d'un seul réacteur avait été estimé à près de cent millions d'euros. En France, pas plus tard qu'au printemps, EDF avait chiffré à 60 milliards d'euros le démantèlement de l'ensemble de son parc de 58 réacteurs, un coût « sous-évalué » selon la mission parlementaire sur la faisabilité du démantèlement des installations nucléaires.

## **Un Grand Carénage à 4 milliards acté**

Le Grand Carénage, pour un site nucléaire, c'est un peu comme si on changeait le moteur d'une voiture pour qu'elle puisse repartir à zéro. Pour Gravelines, ce vaste chantier, déjà acté par le gouvernement précédent, a commencé en 2012 et s'étalera jusqu'en 2025. Il est estimé à 4 milliards, dont un tiers environ bénéficiera aux entreprises locales.

Ce Grand carénage doit permettre à Gravelines de prolonger sa durée d'exploitation jusqu'à 60 ans. Pour que ce vaste chantier profite aux entreprises locales, un comité d'ancrage territorial, soutenu par le sous-préfet de Dunkerque, a été créé l'an passé.